RAPPORT D'ACTIVITÉ 2009

fondation SCIENCES CITOYENNES

Editorial 3

Activités en France 5

Conventions de citoyens 6
Loi de protection des lanceurs d'alerte et de l'alerte 6
Soutien à Gilles-Eric Séralini 6
Boutiques de sciences 6
Festival Sciences en bobines 7
Conflits d'intérêts, lobbying et expertise 8
Réseau Environnement Santé 8
Nanotechnologies 9

Activités internationales 10

Forum Mondial Sciences et Démocratie 11
Réseau Européen des Chercheurs pour une Responsabilité Sociale et Environnementale 11
Projets européens 12
Politiques française et européenne de recherche 13

Communication externe 14

Notes 15
Événements / Réseaux 15
Interventions 15

Vie de l'association 17

Adhérents 18
Conseil d'administration 18
Equipe salariée 18
Communication interne 18
Formation pour nos adhérents 19
Site Internet de l'association 19
Notre démarche « écologique » au quotidien 19

Perspectives pour 2010/2011 20

Poursuivre notre travail avec divers réseaux aux niveaux national, européen et international 21
Capitaliser et communiquer nos analyses et expériences 21
Décentraliser nos forces et nos actions en France 21
Poursuivre notre implication dans la recherche participative 22
Poursuivre nos réflexions stratégiques 22

Editorial

Notre Assemblée Générale se tenant cette année au mois de mai, nous avons fait le choix de présenter dans ce rapport moral l'ensemble de nos activités entre janvier 2009 et mai 2010.

Les nombreux engagements dont témoigne ce rapport sont autant de façons de décliner l'objectif de notre association : « Favoriser le mouvement d'appropriation citoyenne et démocratique de la science pour la mettre au service du bien commun ».

Nous poursuivons ainsi notre travail d'analyse des conditions du système de recherche et d'innovation français et européen.

Cette période a en particulier été marquée par un investissement nouveau sur les questions de conflits d'intérêts dans la recherche et l'expertise. Bien que centrale dans notre réflexion, cette dimension était jusqu'à présent restée trop peu investie.

Nos analyses du système européen de recherche ont été poursuivies et nous avons particulièrement travaillé sur les termes utilisés pour qualifier de « durable » les démarches en recherches agri-environnementales au niveau européen. Notre constat est clair : L'interprétation proposée dans des documents de la Knowledge based bio-economy (KBBE) - documents de décideurs politiques (européens et nationaux) et d'industriels - va à l'encontre de ce que les ONG définissent habituellement sous le terme durabilité.

En parallèle, nous nous sommes mobilisés, au sein du collectif Printemps 2010, pour dénoncer la main mise du marché sur l'enseignement supérieur et la recherche.

Ayant à cœur de promouvoir des solutions concrètes, nous avons travaillé à l'écriture d'une proposition de loi de protection des lanceurs d'alerte, et nous continuons à promouvoir la proposition de loi sur les conférences de citoyens que nous avons élaborée. Au sein du réseau ETAL, nous nous mobilisons pour l'Encadrement et la Transparence des Activités de Lobbying.

Notre prise de position dans le cadre du débat public sur les nanotechnologies a été l'occasion de réaffirmer nos propositions pour un vrai débat autour d'une science et de ses applications. Au sein du nouveau Réseau Environnement Santé, nous nous mobilisons pour une nouvelle politique de santé environnementale.

Conscients que les enjeux démocratiques entourant les questions technoscientifiques restent encore faiblement perçus dans la société civile, nous poursuivons nos activités à destination du grand public (5e édition de notre festival « Sciences en bobines », rédaction d'articles de presse, participation à de nombreux débats publics…).

A côté de ces activités propres, nous travaillons à la constitution de réseaux nationaux et internationaux mettant en mouvement des ONGs, syndicats, chercheurs, citoyens autour de ces questions. Après le succès du premier Forum Mondial Sciences et Démocratie, nous nous sommes investis dans la préparation du second, qui se tiendra à Dakar en janvier 2011. Nous avons très activement contribué à la fondation d'un Réseau Européen des chercheurs engagés (ENSSER) en août 2009, et nous participons depuis à son animation. C'est ainsi que notre dernière campagne de soutien à Gilles-Eric Séralini, lancée avec ENSSER, a pris d'emblée une dimension européenne. A la fois caisse de résonance pour nos analyses et source d'enrichissement de ces dernières par le jeu de la confrontation avec d'autres points de vue et expériences, ces réseaux apparaissent comme des espaces susceptibles de faire émerger des communautés concernées par

la démocratisation des questions technoscientifiques et à même de se mobiliser pour en faire un enjeu politique majeur.

Enfin, nous continuons à soutenir les expériences de recherche participative, où chercheurs académiques et ONGs co-produisent des savoirs. Il s'agit à la fois d'aider à la mise en place de structures permettant à ce type de recherches de se développer (boutiques de sciences, appels à projets de type PICRI…) et d'être nous-mêmes en situation de recherche participative pour mieux en cerner les enjeux (projets européens STACS, CREPE…).

Cette multiplicité des projets, nous l'avons dit, est à l'image de l'objectif ambitieux et complexe que nous nous sommes fixés. Au regard de nos capacités de travail et de mobilisation, cette diversité prend parfois des atours de dispersion, source inévitable de difficultés et de frustrations. Et ce, malgré la qualité du travail de notre équipe salariée, que nous tenons à saluer. Nous peinons toujours à animer véritablement notre réseau d'adhérents (même si ce premier semestre 2010 a vu la mise en place d'une première série de formations en région parisienne), et à nous départir d'un certain parisianisme (difficulté à consolider des présences militantes en région). Tous les sujets qui nous tiennent à cœur n'avancent pas au rythme que nous souhaiterions. Notre audience reste malgré tout assez faible, en particulier au sein de la communauté des chercheurs académiques…

Mais terminer cette introduction au 8ème bilan de notre association sur une touche négative ne serait pas faire justice au travail fourni. Cette année encore, nous avons ouvert de nouvelles portes, établi de nouveaux contacts, émis des idées nouvelles, essaimé un peu plus.

Et il n'est plus une semaine sans qu'un sujet (grippe A, réchauffement climatique, OGM, BPA…) ne fasse la Une des journaux pour nous rappeler la pertinence de notre entreprise : « Démocratiser la science pour la mettre au service du bien commun ».

Catherine Bourgain et Jacques Testart

Activités en France

Conventions de citoyens

Notre proposition de loi relative aux Conférences de Citoyens (CdC) a été rendue publique en novembre 2007. Seuls quelques parlementaires (Verts) s'y étaient intéressés. On assiste pourtant à une accélération dans l'organisation de « conférences de citoyens ». La moitié des huit CdC recensées en France ont eu lieu cette dernière année. Les conditions d'organisation et de déroulement de ces CdC sont de plus en plus laxistes, la procédure étant « acclimatée » au sein de la « démocratie participative » en perdant ses potentialités. Une proposition de loi a été faite par le député Jean Léonetti pour faire organiser des CdC par le Comité national d'éthique. Nous avons rencontré M. Léonetti pour l'informer de nos propositions et lui avons transmis un bref inventaire des règles à respecter dans une CdC selon le projet de la FSC.

Loi de protection des lanceurs d'alerte et de l'alerte

A la demande de FSC, une première version de proposition de loi de protection des lanceurs d'alerte a été élaborée par des juristes (M.-A. Hermitte et C. Noiville). Une réunion avec d'autres juristes et quelques personnes ressources a permis de proposer des améliorations, qui nécessitent des compléments juridiques (ex. problème de l'anonymat du lanceur d'alerte pour éviter les représailles ; des lanceurs d'alerte qui ne respectent pas la procédure, notamment les obligations de discrétion ; question des bonnes pratiques, questions portant sur les représailles envers des non salariés d'entreprises, d'indépendants...). Ce texte de loi ne portera pas uniquement sur la protection des personnes mais aussi sur la protection des alertes. Le texte devrait être terminé dans les prochains mois.

Soutien à Gilles-Eric Séralini

Le 5 mai 2010, Sciences Citoyennes a lancé une campagne internationale de soutien à Gilles-Eric Séralini et à ses collègues. Depuis le début de l'année 2010, ces chercheurs sont la cible d'attaques et de pressions morales émanant d'une partie de la communauté scientifique, et qui vont jusqu'à remettre en question les conditions mêmes de leurs travaux de recherche (position académique, financements). Cette campagne de soutien est menée conjointement avec le réseau européen ENSSER (European Network of Scientists for Social and Environmental Responsibility). Une lettre ouverte intitulée « Pour le respect de la controverse scientifique et de l'expertise contradictoire. Soutien à Gilles-Eric Séralini et à ses co-auteurs », a été signée par 300 chercheurs et médecins avant d'être ouverte à signature plus largement, auprès d'autres scientifiques et du grand public sous forme de pétitions hébergées sur le site internet de FSC. Nous comptons à ce jour plus de 700 signatures de chercheurs de partout le monde et plus de 5600 signatures du grand public.

Boutiques de sciences

Les contacts entamés en 2008 et 2009 en Rhône-Alpes avec notamment l'association ADReCA (association pour le développement d'une recherche citoyenne active, qui a pour projet de mettre en place une Boutique de sciences dans la région) ont permis de faire démarrer plusieurs projets autour des

Boutiques de sciences et de la co-construction des savoirs.

Le projet européen PERARES (Public Engagement with Research and Research Engagement with Society, programme Science in Society dans le cadre du 7e Programme Cadre Recherche et Développement de la Commission Européenne) a été accepté par la Commission Européenne en janvier 2010. Il s'agit d'un projet de 4 ans, qui débutera officiellement en juin 2010. Dans ce projet, réunissant 27 partenaires européens dont 3 français, la FSC est porteuse du chantier « débats entre labos et associations » en partenariat avec Adreca, le CCSTI du Rhône (université de Lyon) et l'université de Cambridge. Il s'agit d'organiser des échanges réguliers entre scientifiques et associations en Rhône-Alpes dans le but de faire émerger des projets de recherche.

Le projet PERARES comprend la mise en place d'une (ou des) boutique(s) de sciences en Rhône-Alpes, une initiative également soutenue par la Région Rhône-Alpes. FSC accompagnera ce travail mené par l'ADReCA et le CCSTI du Rhône.

Des contacts avec l'INRA d'Avignon ont également été pris pour lancer deux projets de recherche associant l'INRA et une association partenaire (deux associations pressenties : Forêt méditerranéenne et le GRAB). A terme, ce processus doit servir d'exemple pour montrer aux décideurs locaux l'intérêt scientifique de dispositifs de recherche participative du type Picri.

Les contextes locaux pour faire naître concrètement ces projets de Boutiques de sciences sont parfois difficiles. Le soutien de la FSC, acteur et interlocuteur national, aux acteurs locaux s'avère important et apprécié.

Festival Sciences en bobines

Le Festival 2009 s'est déroulé, pour sa 5e édition, dans le cadre de la Fête de la Science du 17 au 20 novembre 2009. Pendant 4 soirées, la projection de documentaires ou de fictions, ainsi que les débats, ont été organisés autour du questionnement du progrès : "Comment les sciences et les techniques servent-elles de caution à une nouvelle forme de management d'inspiration néolibérale ?", "De la procréation assistée au tri sélectif des embryons", "De la théorie à la pratique, quelles alternatives pour quelle société ?" et "Les fabricants de 'progrès' et la souffrance au travail". Il a rassemblé plus de 300 participants, représentant une des meilleures audiences de la Fondation Sciences Citoyennes sur ce projet. Dans un souci de "régionalisation", deux initiatives de manifestations en province ont été lancées sur Grenoble et en Avignon, pour favoriser la participation de nos adhérents non parisiens aux activités de l'association. Toutefois, la thématique étant très large et la programmation assez tardive, elle n'a pas pu bénéficier des partenariats habituels avec d'autres associations et le Festival 2009 s'est révélé légèrement déficitaire sur le plan comptable, du fait également de la baisse de la subvention publique. L'édition 2009 a permis de toucher un public plus large, au delà des adhérents traditionnels et parisiens de FSC. Elle a été l'occasion de débats vifs et intéressants. En 2010, le festival "Sciences en Bobines" s'articulera autour du thème "Bioéthique et Biodiversité" et tâchera de poursuivre ces initiatives en province et de développer des partenariats.

Conflits d'intérêts, lobbying et expertise

En 2009, FSC s'est engagée sur la question des conflits d'intérêts, du lobbying et de l'expertise. FSC est membre du comité d'animation du réseau d'action et de veille citoyennes ETAL (Encadrement et transparence des activités de lobbying) qui réunit une vingtaine d'ONG et de syndicats tels ATTAC, Anticor, Amis de la Terre, Confédération paysanne, Adéquations, Greenpeace... FSC est signataire de « l'Appel citoyen pour un encadrement et une transparence des activités de lobbying en direction des instances de décision publique » lancé par ETAL, et participe activement aux activités du réseau au travers des communiqués de presse (expertise sur la grippe A H1N1, limites de la transparence sur les conflits d'intérêts et du positionnement des agences publiques, urgence d'une législation française et européenne sur les conflits d'intérêts en santé...), la participation à une audition publique au Sénat sur la réglementation du lobbying, l'organisation de plusieurs séminaires…. Nous avons noué de nombreux contacts en vue de futures actions inter-associatives sur ces sujets, y compris en dehors des réseaux habituels de la Fondation. Ces activités s'inscrivent dans la campagne citoyenne européenne ALTER-EU (Alliance for Lobbying Transparency & Ethics Regulation), qui regroupe au niveau européen plus de 160 groupes de la société civile et à laquelle la Fondation a décidé d'adhérer directement, afin de travailler plus efficacement, en apportant une dimension jusqu'alors non exploitée par ce réseau : les conflits d'intérêts de l'industrie pharmaceutique.

Cet engagement pour la transparence n'est pas un but en soi, mais une étape sur la voie de la limitation et de l'élimination des conflits d'intérêts. Nous travaillons ainsi à porter dans ces différentes arènes l'idée d'une Haute autorité de l'expertise et de l'alerte indépendante.

Le 4 mars 2010, Sciences Citoyennes a co-organisé avec le Criigen et l'ENSSER un séminaire au Parlement européen à Bruxelles sur le thème : « Santé : l'expertise en question. Conflits d'intérêts et défaillances de l'évaluation ».

Quatre sujets ont été retenus : OGM, produits industriels toxiques tels le bisphénol A, médicaments, insecticides. Pour chacun, un scientifique et un représentant associatif étaient invités à parler.

De l'avis des intervenants comme du public, ce séminaire a été une réussite. Réunir autour de la même table des intervenants travaillant sur des sujets qui ne se côtoient pas dans les laboratoires (OGM, produits industriels toxiques tels le bisphénol A, médicaments, insecticides) a permis de mettre en avant la similarité des situations. Les conflits d'intérêts forment bien un continuum qui traverse toute l'expertise privée et publique et concerne de la même façon les experts dans tous ces domaines. Les présentations des invités au colloque ont été collectées et mise en ligne sur le site internet de FSC.

Réseau Environnement Santé

En mars 2009, la FSC a participé activement à la fondation du Réseau Environnement Santé (RES) avec WWF France, MDRGF, Fac Verte, Objectif Bio et Nord Ecologie Conseil à l'occasion du lancement de « l'appel pour une nouvelle politique de santé environnementale ».

Affirmant qu'il est grand temps de changer de logique et de considérer comme primordiale la relation de l'homme à son écosystème, cet appel souligne l'urgence

qu'il y a à faire du lien environnement-santé le cœur de la politique de santé et de la politique de l'environnement. Le RES a ainsi pour vocation de rassembler tous ceux qui se reconnaissent dans cet objectif : organisations de la société civile et individus (citoyens, professionnels de la santé et scientifiques). Il se donne pour but d'agir pour peser sur les politiques publiques, mais aussi sur les producteurs de risques, lesquels, malgré des progrès comme le mouvement pour la chimie verte, restent encore très largement guidés par une politique de négation de leur responsabilité. Le RES s'inscrit également dans les mobilisations européennes (Alliance pour la Santé et l'Environnement) et mondiales.

Depuis son lancement, le Réseau mène avec succès plusieurs campagnes : Bisphénol A, phtalates, crèmes solaires, hypersensibilité. Le RES organise une veille scientifique sur ces sujets et utilise différents moyens pour porter ces sujets sur la place publique (communiqués de presse, interventions médiatiques, participation/organisation de colloques…).

Le réseau dispose d'un site internet http://www.reseau-environnement-sante.fr/ ainsi que d'une lettre d'information régulière envoyée par courrier électronique.

Nanotechnologies

Fin 2009-début 2010, la Commission Nationale du Débat Public (CNDP), saisie par différents ministères, a organisé un débat public sur les nanosciences et nanotechnlogies. Sollicitée par la CNDP, FSC s'est interrogée sur la pertinence de participer à un débat qui semblait plus être organisé pour faire accepter aux populations les nanotechnologies, que pour s'interroger réellement sur le bien fondé du développement de ces nouvelles technologies. En effet, cela fait maintenant 10 ans que les nanotechnologies et nanosciences profitent des financements publics et privés importants et que des nano-objets sont présents dans un nombre croissant de produits de consommation courante (plus de 1000 produits aujourd'hui). Nous étions raisonnablement en droit de nous demander pourquoi organiser un débat aussi tardivement, alors que tout semble déjà être décidé.

FSC a finalement décidé de produire un cahier d'acteur, intitulé « La démocratie face aux nanotechnologies et aux nanosciences », dans lequel elle exposait son avis, ses réserves, ses propositions pour un vrai débat autour d'une science et de ses applications. Lors de la rédaction de ce cahier d'acteur, le consensus au sein du CA a été long à se faire, non sans échanges fournis et sans détours. Disponible sur Internet et sur les lieux de débats, ce cahier a été largement distribué.

L'échec de cette expérience de débat public national (pratiquement aucun débat n'a pu se tenir correctement et sans incidents) interpelle sur la capacité de ce type de procédure à organiser la consultation sur des sujets aussi sensibles, comme nous le soulignions dans notre cahier d'acteurs.

Depuis 2009, FSC est partenaire du réseau coopératif dénommé Alliance citoyenne sur les enjeux des nanotechnologies (ACEN), qui a pour vocation d'élaborer un site internet d'information citoyenne sur les enjeux des nanotechnologies (mise en ligne prévue pour juin 2010), de mutualiser les connaissances disponibles en matière de nanotechnologies et d'effectuer une veille commune pour suivre l'actualité des nanotechnologies (règlementations, débats et rapports-clés).

Activités internationales

Forum Mondial Sciences et Démocratie

Le Forum Mondial Sciences et Démocratie (FMSD) est un processus dans lequel notre association est impliquée depuis ses débuts à l'été 2007. Cette plateforme a pour objectif d'instaurer un dialogue permanent entre syndicats et associations de chercheurs, mouvements sociaux et ONG autour de la place de la recherche scientifique dans un monde socialement et écologiquement plus juste, le statut des biens communs de la connaissance, la démocratisation des choix scientifiques et technologiques, le suivi voire le contrôle à mettre en place face à la montée en puissance des technologies de rupture (nanotechnologies et biologie synthétique notamment) ou encore l'éthique et la responsabilité sociale des chercheurs.

Le premier FMSD s'est tenu en janvier 2009 à Belém (Brésil). Avec près de 300 personnes venues de 18 pays sur 4 continents, cette première initiative a été un succès qui a motivé la structuration du processus en vue d'un second FMSD en janvier 2011 à Dakar. FSC fait ainsi partie du comité international de pilotage politique (l'International Initiating Council) et assure, avec l'Association Française des Petits Débrouillards, le secrétariat du processus.

Dans le but de faire connaître et d'ancrer ce processus international en France, la FSC, associée au SNESUP, à Espaces Marx, à VECAM, à Ars Industrialis, à l'Association Française des Petits Débrouillards et à ATTAC France, a assuré la coordination d'un événement (http://fmsd-france.org) qui a pris le nom d'Initiative française du FMSD. Cette dernière s'est déroulée le 23 janvier 2010 à la Bourse du Travail (Paris). La FSC a également assuré la production des outils de communication pour l'Initiative française (site web, plaquette…). La journée du 23 janvier s'est structurée autour de huit ateliers sur des thèmes entrant dans le champ « Sciences et société » : le numérique, les biens communs de la connaissance, l'université et la démocratie cognitive, l'innovation sociale et responsable, les luttes des chercheurs et des enseignants, les nanotechnologies, les métiers de la recherche. La Fondation Sciences Citoyennes, quant à elle, a coordonné un atelier sur l'engagement et la déontologie des chercheurs avec l'association ArkéoTopia et le réseau ENSSER.

Deux sites internet sont dédiés à cette initiative http://sdwf-fmsd.org (site international) et http://fmsd-france.org (Initiative française).

Réseau Européen des Chercheurs pour une Responsabilité Sociale et Environnementale

Depuis 2007, FSC travaille activement avec des chercheurs européens pour la mise en place d'un réseau de chercheurs. Ce travail a été couronné de succès avec la fondation, en août 2009 à Tromsoe en Norvège, du Réseau Européen des Chercheurs Engagés pour une Responsabilité Sociale et Environnementale (ENSSER : European Network of Scientists for Social and Environmental Responsibility). FSC a participé à l'élaboration de la charte et des statuts du réseau. Un administrateur et un salarié de FSC sont membres du bureau du réseau (vice-président et non-executive director). Comptant actuellement 60 membres, le réseau souhaite s'ouvrir avant tout aux chercheurs actifs dans des institutions publiques de recherche, tous domaines et pays européens confondus.

L'objectif du réseau est de promouvoir la science et la recherche pour la protection de l'environnement, la biodiversité, et la santé humaine, notamment pour contrer les effets négatifs des nouvelles technologies et leurs

produits. C'est dans ce même but qu'ENSSER souhaite œuvrer à la mise en place de critères éthiques et légaux pour encadrer le développement et les applications scientifiques et technologiques, et promouvoir le principe de précaution dans un contexte de manque de connaissances scientifiques et d'absence de maîtrise des conséquences sanitaires, sociales et environnementales de ces technologies. ENSSER souhaite également promouvoir la pensée critique au sein de la communauté scientifique, ainsi que l'interaction entre la recherche institutionnelle et la société civile en faisant appel à des moyens originaux tels que les arts, les sciences sociales, et des approches de recherche participative.

La première Assemblée Générale du réseau a eu lien en septembre 2009 à Berlin, et la seconde en avril 2010 à Copenhague, à l'Agence Européenne de l'Environnement (AEE) qui soutient ENSSER. Cette dernière Assemblée Générale a été suivie par un colloque sur « Integrity of Science under Attack » auquel étaient invités des représentants des homologues américain et mexicain d'ENSSER : l'organisation des scientifiques engagés (UCS, USA), et l'organisation des scientifiques en lien avec la société (UCCS, Mexico). Ce colloque a été l'occasion d'un communiqué de presse commun de FSC et ENSSER, soutenu par l'AEE, intitulé « Don't shoot scientific messengers », et appelant scientifiques et citoyens à soutenir Gilles-Eric Séralini et ses co-auteurs. ENSSER est une association a but non lucratif de loi allemande. Le réseau a désormais un site web http://www.ensser.org.

Projets européens

Science, technologie et société civile » (STACS)

Entre 2007 et 2009, FSC a assuré la coordination d'un projet européen intitulé « Science, technologie et société civile - les organisations de la société civile comme acteurs de la recherche », financé par la Commission européenne. Le projet visait à construire des sujets de recherches et à trouver des projets communs sur lesquels différents partenaires pourraient travailler dans l'avenir (par exemple en agriculture biologique, alimentation et droit à la santé, logiciels libres, nanotechnologies).

Plusieurs rapports et un livret ont été finalisés au cours de l'année 2009 qui sont disponibles sur le site de FSC :
- Participation of civil society organisations in research.
- Research priorities in Europe - a scientometric analysis of some national research priorities.
- Understanding the European research System - A handbook for civil society organisations.
- « Citizen scientists - reconnecting science with civil society ».

Une première version en français du livret « citizen scientists » est disponible sur le site internet de FSC. Les autres documents sont uniquement disponibles dans leur version originale, en anglais. Notre partenaire du projet en Allemagne est en train de traduire le rapport sur la participation des ONG à la recherche en allemand, dans une version raccourcie.

Projet de recherche coopérative sur des problèmes environnementaux en Europe (CREPE)

La Fondation Sciences Citoyennes participe à un projet de recherche participatif (http://crepeweb.net) destiné à analyser la définition des priorités européennes de recherche sur les questions agri-environnementales, projet financé par la Commission européenne. Notre tâche consiste à développer une liste de critères permettant de déterminer dans quelle mesure les projets de recherche

(notamment ceux financés par l'UE) contribuent à l'agriculture durable ou à l'agro-écologie telle que la société civile les définit. En effet, une première analyse des projets financés par l'UE nous avait permis de montrer que la plupart des projets de recherche en agriculture déposés avec un label « agriculture durable », restent en réalité dans la logique de l'agriculture industrielle. Il nous est aussi apparu intéressant de faire une analyse sémantique de certains termes (agriculture durable, innovation, participation, agroécologie, etc.) et leur utilisation par différents acteurs.

Pour réaliser ce travail, nous avons rédigé un livret sur la base duquel nous avons organisé deux ateliers. Le titre retenu pour ces sessions était « Quelle recherche pour l'agriculture durable ». Chaque atelier a réuni une trentaine de personnes (paysans, chercheurs, associatifs). Nous travaillons actuellement à la dernière phase du projet qui consiste à terminer notre rapport sur l'agriculture durable et l'agro-écologie et à en diffuser les résultats dans un format directement utilisable par les ONG et les décideurs publics.

Politiques française et européenne de recherche

Au niveau français, Sciences Citoyennes a suivi le mouvement universitaire depuis janvier 2009, en soutenant publiquement les revendications de la communauté universitaire et en les relayant dans ses réseaux. Ainsi notre communiqué de presse de février 2009 dénonce « l'absence de contre-pouvoirs réels face aux intérêts managériaux et marchands de plus en plus représentés dans les instances décisionnelles de l'enseignement supérieur et de la recherche au détriment des enseignants-chercheurs et personnels des universités, des étudiants et des représentants de la société civile qui restent les grands absents (ONG, associations...). »

Depuis début 2009, Sciences Citoyennes est membre du nouveau Collectif Printemps 2010, un ensemble d'organisations résolues à contester et combattre la mainmise du marché sur l'enseignement supérieur et la recherche. Le collectif a publié l'appel : "Nous ne voulons pas d'un « marché de la connaissance » ! Appel à une mobilisation européenne contre la stratégie de Lisbonne en matière d'enseignement et de recherche". Il s'agit de réaffirmer la solidarité avec les enseignants/chercheurs, d'insister sur la logique libérale des réformes des universités (françaises et européennes) et des systèmes de recherche, sur la logique d'entreprise et de compétition dominant la LRU. Une journée de rencontres européennes « Pour une autre Europe des savoirs » a été organisée le 30 mai 2009, journée au cours de laquelle des collègues européens ont notamment présenté les situations des universités dans leurs pays. Un second séminaire a été organisé en mars 2010 au Parlement européen, à l'occasion du sommet des chefs d'état européens célébrant les 10 ans de la stratégie de Lisbonne. Printemps 2010 s'inscrit en solidarité avec les mobilisations universitaires dans d'autres pays européens, notamment l'Allemagne, l'Autriche et l'Espagne.

Le collectif a lancé un site web : http://printemps2010.eu.

Communication externe

Notes

FSC a rédigé :
- un rapport sur la recherche participative
- un manuel sur le système de recherche européen à destination des ONGs
- une analyse scientométrique des publications et budgets scientifiques au niveau européen
- un cahier d'acteur pour le débat national sur les nanotechnologies « La démocratie face aux nanotechnologies et aux nanosciences »http://sciencescitoyennes.org /spip.php?article1778
- des fiches propositionnelles sur "Quelle Europe voulons-nous ?"
- plusieurs communiqués de presse (grippe H1N1, bisphenol A, etc.)
- des articles sur divers thèmes traités par l'association

FSC envoie régulièrement par email une lettre d'informations reçue par 3000 personnes.

FSC a co-rédigé :
- le texte final du Forum Mondial Sciences et Démocratie pour l'assemblée des assemblées du FSM à Belém en 2009
- la proposition de loi sur les conventions de citoyens
- la mission et les statuts du réseau ENSSER
- une proposition de loi sur les lanceurs d'alerte

Événements / Réseaux

FSC a co-fondé :
- le réseau européen des chercheurs pour la responsabilité sociale et environnementale (rencontres à Tromsoe, Norvège en août 2009), www.ensser.org
- le Réseau Environnement Santé, http://www.reseau-environnement-sante.fr/

FSC a organisé :
- deux ateliers « agriculture et recherche » (octobre 2009)
- son 5e festival des « Sciences en bobines », festival des films critiques sur la science (à Paris, Grenoble et Avignon en novembre et décembre 2009)

FSC a co-organisé :
- le Forum Mondial Sciences et Démocratie (à Belém, Brésil, en janvier 2009)
- l'Initiative française du FMSD, Paris, janvier 2010
- un séminaire « Santé : l'expertise en question. Conflits d'intérêts et défaillances de l'évaluation » (Bruxelles, mars 2010)

Interventions

Les membres de Sciences Citoyennes interviennent à de nombreuses occasions partout en France (la liste ci-dessous n'est pas exhaustive) :
- Journée PICRI organisée par le Conseil Régional Ile-de-France, Paris, avril 2009
- Colloque Sciences Citoyennes et Biodiversité, Montpellier, octobre 2009
- Colloque OCIM (L'Office de Coopération et d'Information Muséographique) à l'occasion de la création de l'Observatoire de la Culture et du Patrimoine Scientifiques et Techniques, Dijon, octobre 2009
- CESR Bretagne, réunion sur les nanotechnologies, Rennes, novembre 2009
- Colloque du Conseil de Développement de la Bretagne, Rennes, décembre 2009
- Festival des libertés, Bruxelles, octobre 2009
- Congrès de l'ACFAS, Toronto, Canada, mai 2009
- Colloque «Les catastrophes écologiques et le droit », Université Limoges, mai
- Soirée « fichage génétique », Angers, décembre 2009

- Atelier « recherche participative », AG du GRAB, Avignon, mars 2009
- Workshop « Coaching et Ressources Humaines en sciences », Nice, décembre 2009

De nombreuses conférences de divers membres du CA et des salariés pour des associations :
- Débat organisé par un collectif d'associations nantaises sous l'égide de la LDH : Société du fichage, de la surveillance et dérives sécuritaires ? (février 2010)
- Café-Débat « Quelle science pour quelle société ? », Colombes (janvier 2010)
Conférence publique de l'Université de Pau « Quelle science pour quelle société ? » (avril 2010)
- Séminaire du ministère de l'écologie dans le cadre du programme Concertation Décision Environnement. (février 2010)

FSC est adhérente d'autres réseaux et organisations.

Au niveau national :
- CRID - Centre de Recherche et d'Information sur le Développement
- RES - Réseau Environnement Santé (FSC est co-fondateur, 2009), France
- ETAL - Réseau citoyen Pour un encadrement et une Transparence des Activités de Lobbying
- Collectif Printemps 2010

Au niveau international :
- INES - International Network of Engineers and Scientists for global responsibility
- FMSD - Forum Mondial Sciences et Démocratie (FSC est co-fondateur, 2007)
- ENSSER - European Network of Scientists for Social and Environmental Responsibility (FSC est co-fondateur, 2009)
- ISSNET - International Science Shops Network
- ALTER-EU (Alliance for Lobbying Transparency & Ethics Regulation)

Vie de l'association

Adhérents

Sciences Citoyennes compte 500 adhérents dont environ 300 à jour de cotisations.

Conseil d'administration

Lors de la dernière AG, une AG exceptionnelle nous a permis de modifier les statuts pour augmenter le nombre des membres de notre CA, et le monter à 30. 28 personnes y ont été élues. Deux ont démissionné en cours de mandat. Les membres du CA sont convoqués à des réunions physiques sur un rythme régulier d'une séance toutes les six semaines. Ces réunions se sont toutes tenues à Paris. En conséquence, si plusieurs administrateurs non franciliens ont réussi à participer à certaines réunions, la plupart n'ont pu le faire. En moyenne, une quinzaine de personnes sont présentes physiquement. Il est à noter que les salariés assistent quasi-systématiquement au CA.

Le CA dispose d'une liste de discussion sur Internet, sur laquelle circulent toutes les informations concernant l'association, et se construisent les positions communes entre deux réunions physiques.

Le bureau comprend six personnes (C. Bourgain, J. Maret, C. Neubauer, F. Poirier, J. Testart et F. Warlop), qui se réunissent régulièrement par conférence téléphonique.

Equipe salariée

Depuis août 2009 et le départ d'Eric Gall, l'équipe salariée ne comprend plus que deux salariés à plein temps et un salarié à 4/5. Une stagiaire a rejoint l'équipe pour 6 mois depuis février 2010. Dans cette configuration, l'équipe est manifestement en sous-effectif au regard du nombre de projets. L'embauche d'un, voire de deux, salariés supplémentaires apparaît comme une priorité pour l'année prochaine.

Communication interne

Il existe des échanges réguliers et assez intenses entre les membres du CA, grâce notamment à la liste de diffusion internet. Les salariés sont totalement associés à ces échanges. Par ailleurs, des rencontres individuelles entre administrateurs et salariés sont régulièrement organisées autour de projets précis.

Certains administrateurs nouveaux entrants et ne pouvant aisément assister physiquement aux réunions du CA ont exprimé une difficulté à trouver leur place devant la densité des échanges et le foisonnement de projets en cours.

La communication en direction des adhérents passe principalement par internet avec la diffusion régulière d'informations ou de sollicitations uniquement adressées aux adhérents. En octobre 2009, une réunion de présentation de FSC a été organisée à Montpellier. En février 2010, une journée de réflexion stratégique s'est tenue à Paris. Une trentaine d'adhérents y ont participé.

Globalement, notre capacité à animer le réseau des adhérents reste trop faible. La « plus-value » du statut d'adhérent n'est pas évidente : la plupart des informations / formations / débats proposés par FSC ne sont pas réservées aux adhérents (lettre d'information régulière, information sur le site internet, formations organisées au printemps 2010, festival Sciences en bobines …). En ce sens, pour le moment, l'adhésion se réduit souvent à une marque de soutien (moral et financier) aux activités menées par le CA et l'équipe salariée.

Formation pour nos adhérents

Dans le cadre d'une subvention obtenue via l'appel à projet du Fonds Régional de Développement de la Vie Associative (FRDVA), nous organisons un cycle de formation du 14 avril au 30 juin 2010 en Ile-de-France, sur les différentes thématiques qui constituent notre coeur d'activité. L'objectif de ces formations est d'aider les participants à élaborer des argumentaires pour leur permettre d'intervenir lors de débats, de programmer de tels débats voire de leur donner la capacité d'être des porteurs de projets sur ces différentes thématiques. Ces formations sont destinées prioritairement à nos adhérents et à ceux de nos partenaires mais restent cependant ouvertes plus largement à toute personne intéressée.

Nous y avons abordé et aborderons notamment les Conventions de Citoyens, le Lobbying, l'expertise, les conflits d'intérêts, les lanceurs d'alerte, la solidarité internationale, la santé environnementale, la recherche participative, les liens entre technosciences (OGM, nanos, ondes) et économie, etc.

De nombreux intervenants animent ces sessions parmi lesquels : Jacques Testart, Elena Pasca, Catherine Bourgain, Christian Vélot, Florence Poirier, Gus Massiah, Yveline Nicolas, Christophe Bonneuil, Isabelle Maugis, Etienne Cendrier, Yves Gimbert, Régine Boutrais, Claude Layalle, Isabelle Goldringer, Fabien Piasecki, Claudia Neubauer, et Glen Millot

Nous situant dans une logique de formation et non de conférence, nous avons souhaité ouvrir ces formations à un nombre restreint de participants afin de faciliter les échanges entre l'ensemble des participants et les animateurs.

Un bilan de ce cycle sera effectué lors de la dernière session afin notamment de voir comment il est possible de programmer de telles sessions ailleurs qu'en Ile-de-France (cette requête a été clairement énoncée par des adhérents).

Site Internet de l'association

La refonte totale du site internet est en cours. Ce projet a fait l'objet d'un stage de fin d'étude au cours du premier semestre 2009, qui a permis de dresser un premier diagnostic des besoins. Le travail d'implémentation du site est actuellement en cours. La nouvelle version devrait être mise en ligne avant l'été 2010. Le nouveau format comprendra un espace réservé aux adhérents, un espace de forum / débat, et une architecture de navigation totalement repensée. Sciences Citoyennes a, par ailleurs, adopté un nouveau logo et une charte graphique pour ses documents.

Notre démarche « écologique » au quotidien

Puisque la FSC oeuvre pour une société socialement et écologiquement plus juste, nous essayons aussi de vivre cet objectif au quotidien. Depuis que nous sommes dans nos locaux rue des Cascades, notre fournisseur d'électricité est Enercoop. Nous achetons tout notre matériel bureautique auprès de Un bureau sur la Terre, un fournisseur de « bureau écolo » (papier recyclé, produits d'entretien, etc.). Lors de nos colloques, de nos rencontres ou encore du festival Sciences en bobines, nous proposons toujours des produits issus de l'agriculture biologique.

Perspectives

Poursuivre notre travail avec divers réseaux aux niveaux national, européen et international

Au niveau européen et international :
- dans le cadre du Forum Mondial Sciences et Démocratie (forums régionaux prévus pour 2010/2011 et 2nd FMSD à Dakar en février 2011) en partenariat avec l'Association française des petits débrouillards et le Comité international du processus
- avec le réseau européen de chercheurs concernés, ENSSER, dont l'AG 2011 se tiendra en France.
- avec le réseau des boutiques de sciences ISSNET dans le cadre du nouveau projet européen PERARES
- dans le collectif « Printemps 2010 »
- avec le projet de recherche collaborative sur des problèmes agro-environnementaux
- en lien avec ALTER-EU concernant les conflits d 'intérêts, le lobbying et l'expertise

Au niveau national :
- travail au sein du CRID sur les liens entre solidarité internationale et recherche, dans la continuité du travail commencé au premier semestre 2010.
- participation aux activités du Réseau Environnement Santé
- participation à l'élaboration d'un forum national, réunissant les acteurs de la société civile et de la recherche académique autour du thème « Repenser le développement – la société civile s'engage... ». Ce forum, à l'initiative de l'association Nature Science Société Dialogues (http://www.nss-journal.org), se tiendra en janvier 2011.

Ces initiatives, chacune avec sa dynamique propre, se complètent voire s'entrecroisent au gré des événements. FSC contribuera au renforcement du thème de la démocratisation des choix scientifiques et techniques dans ces différents forums.

Capitaliser et communiquer nos analyses et expériences

Nous travaillerons à valoriser l'ensemble des analyses et expériences déjà disponibles. Ainsi, notre nouveau site internet sera mis en ligne. Plus attractif, il facilitera les interactions avec les adhérents et les visiteurs plus occasionnels, rendra les messages-clés plus visibles, simplifiera l'accès à l'information.

En parallèle, nous travaillerons à améliorer nos outils de communications : lettre électronique d'information, plaquette de présentation…

Un « dictionnaire FSC » des mots et concepts dans notre champ d'activité sera élaboré. Au-delà de sa mise en ligne, et de son accessibilité, l'élaboration de ce dictionnaire sera également l'occasion de clarifier notre discours.

Nos rapports de recherche disponibles en langue anglaise seront traduits en français.

Un livre écrit par Agnès Sinai, Jacques Testart et Catherine Bourgain à partir des Dialogues Sciences Planètes organisés par FSC en 2007, sortira en librairie à l'automne 2010 aux éditions des mille et une nuits. Il présente de nombreuses problématiques sur lesquelles FSC s'engage.

En parallèle, un autre ouvrage, publié avec le soutien de la Fondation pour le Progrès de l'Homme, et directement centré sur les activités de FSC, sera rédigé courant 2011.

Décentraliser nos forces et nos actions en France

Nous continuerons à développer nos activités en régions. Notre festival Sciences

en bobines a fait un premier pas en 2009 en organisant des soirées à Grenoble et Avignon, qui seront renouvelées à l'automne 2010. Notre participation aux universités d'été du CRID et aux activités de la solidarité internationale va également dans ce sens. Une première réunion d'adhérents à Montpellier en octobre 2009, a permis d'identifier des envies locales, sans pour autant déboucher sur une activité suivie.

Ce chantier est important dans la mesure où la décentralisation est un moyen de faire vivre concrètement notre réseau d'adhérents et d'envisager son extension.

Poursuivre notre implication dans la recherche participative

Dans le cadre d'un nouveau programme du ministère de l'Ecologie (programme REPERE, pour associer les ONG au pilotage de la recherche), nous avons obtenu un financement pour travailler, avec le Réseau Semences Paysannes sur un projet intitulé « Co-construction des savoirs et des décisions dans la recherche : l'exemple de la sélection participative en agri-environnement » dont les objectifs principaux sont :
- montrer l'intérêt et l'importance - pour les chercheurs, pour la recherche, pour les divers acteurs, pour la société - de l'implication des partenaires associatifs dans la recherche à travers l'exemple de la sélection participative des semences.
- définir concrètement les conditions qui assurent une véritable participation des acteurs de terrain tout au long du processus de recherche
- faire connaître largement ces expériences.

Ce projet repose sur l'analyse d'expériences passées, le suivi d'une expérience en cours de sélection participative, des séminaires de réflexions et d'analyse, la production de documents d'analyse et leur promotion.

Poursuivre nos réflexions stratégiques

FSC vit depuis sa création dans une tension entre ses moyens limités et le grand nombre de chantiers sur lesquels elle souhaite intervenir : du local à l'international en passant par le national et l'européen, du soutien aux chercheurs engagés (au sein des réseaux mais aussi individualisé pour les lanceurs d'alerte) à la mobilisation d'associations sur des enjeux de recherche, du travail sur la gouvernance de la recherche et l'expertise aux initiatives avec des mouvements sociaux, du dialogue avec des décideurs politiques à l'analyse critique des politiques de recherche et au soutien de projets de recherche communs entre laboratoires publics et associations… La richesse de notre travail est également un véritable défi au quotidien.

Les tentatives lancées cette année par le CA pour organiser une réflexion stratégique sur notre devenir n'ont pas permis de porter les fruits escomptés, faute de préparation et de temps réellement consacré à ce processus.

Pourtant, après bientôt 10 années d'existence et d'expérience, des difficultés de fonctionnement interne se font régulièrement sentir, qui appellent des définitions stratégiques plus nettes.